

70. dette nationale et fraude des Nations Unies

La fraude à la dette nationale et la fraude des Nations Unies

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications 6 mars 2005, 19 janvier 2023 à Seq:

Nous avons déjà révélé exactement comment et pourquoi il n'y a en fait pas de dette nationale, seulement des présomptions juridiques artificielles et malhonnêtes et une comptabilité bidon.

L'ensemble des efforts visant à créer l'apparence d'une dette nationale est à son tour lié à la fraude en matière de faillite nationale par laquelle les dettes des sociétés et de leurs franchises sont déversées sur le dos du peuple américain, et le motif de profit supplémentaire semble être enraciné dans facturer des intérêts sur la dette nationale inexistante.

Il n'y a pas de dette nationale appréciable possible car dans un système de crédit de dette, toutes les transactions sont des transactions à somme nulle. Le jeu joué entre les employés municipaux et les employés territoriaux a été de supposer qu'il ne reste plus de véritables Américains non citoyens et que les employés municipaux accumulent toute la dette, tandis que les employés territoriaux accumulent tout le crédit.

Ceci est entièrement artificiel et frauduleux. Les employés fédéraux représentent au maximum 15% de la population. Ils ne tiennent pas compte de l'économie de ce pays, et leur existence en tant que deux populations étrangères ici sur notre sol ne peut pas être commodément divisée en deux camps à des fins de fausse déclaration financière et de fraude.

À l'exception des employés du gouvernement fédéral qui rejettent délibérément leur identité en tant qu'Américains des États de l'Union et qui acceptent sciemment et volontairement la double nationalité fédérale dans des conditions de divulgation complète --- et ceux qui ne sont pas américains des États de l'Union pour commencer, il n'y a pas possibilité d'une telle séparation de la dette du crédit dans notre économie nationale.

Ces fausses présomptions ont sapé tout le sens et le but des accords de Bretton Woods et représentent la collusion entre les deux sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia, qui appartiennent en dernier ressort au pape, pour promouvoir une accumulation d'enrichissement injuste d'un côté de l'équation et de la dette insurmontable de l'autre, plus les intérêts.

Lorsque la dette devient suffisamment engraisée, les soi-disant «faillites nationales» se produisent, mais comme nous l'avons vu, aucun gouvernement souverain de l'histoire du monde n'a jamais été éligible à la protection contre la faillite.

Donc, ce qui se passe réellement, c'est que ces deux sociétés municipales complices déchargent tous les bénéfices de leurs activités sur la British Territorial Municipal Corporation, et tous les coûts de leurs activités sur la City-operated Municipal Corporation --- qui sont ensuite déchargés en faillite, avec le peuple américain présumé être les garants soutenant toutes ces dettes d'entreprise.

Il y a beaucoup de présomption en cours ici et toutes ces présomptions sont frauduleuses, intéressées, artificielles et en violation de la confiance.

Une telle faillite depuis 1863 s'est produite dans des conditions de fraude et de non-divulgence, et des montants inimaginables de valeur monétaire et de ressources naturelles et de travail ont été détournés de ce pays.

Pendant ce temps, les intérêts facturés sur la dette nationale inexistante sont augmentés pour générer des liquidités et des flux de trésorerie prêts pour les mêmes auteurs et leurs banques.

Le tout, l'ensemble de la dette nationale concoctée et les montagnes d'intérêts qui lui sont appliquées, est ensuite utilisé pour salir les victimes et les convaincre de payer de plus en plus d'impôts.

L'une des conséquences du Congrès territorial assumant le pouvoir de conférer la citoyenneté municipale aux anciens esclaves des plantations noires, puis utilisant les mêmes fausses présomptions à tout le monde, a été l'inculcation d'une forme d'esclavage du secteur public dans laquelle ces deux sociétés municipales complices conspirent pour déformer leurs employeurs et s'emparer d'eux et de leurs successions en tant que biens mobiliers valables pour le paiement de leurs propres dettes.

Ainsi, nous sommes traités au spectacle du Congrès territorial, qui n'a pas le pouvoir de faire une telle chose, élevant son propre "plafond de la dette". Imaginez un groupe d'entrepreneurs tordus lâchés avec le chéquier et les cartes de crédit de leur employeur en main - et imaginez en outre que ces entrepreneurs pensent qu'il n'y a aucune possibilité qu'ils soient jamais capturés et traduits en justice? Imaginez qu'ils ont un crédit pratiquement illimité et peuvent simplement continuer à augmenter leur limite de crédit à l'infini? Et puis vider la dette qui en résulte sur les travailleurs pauvres?

L'esclavage sous tout autre nom ou pratique trompeuse de la fraude en col blanc est toujours un asservissement; et, que cet asservissement existe dans le secteur privé ou public, c'est toujours un

cancer de l'esprit et du cœur qui détruit la valeur de l'humanité et de la vie elle-même.

Nous avons déjà tout vu et nous n'avons ni envie ni besoin de le revoir. Les prétendues gloires de Rome ont été construites sur le travail des esclaves.

Peu importe ce qu'ils font, peu importe combien de temps ils retardent leurs aveux et peu importe combien de temps ils retardent le paiement - le paiement réel - de leurs dettes, les membres des congrès territoriaux britanniques continuent de s'étendre de grandes cuillerées de notre crédit et du crédit de tous les autres pays et personnes qui ont eu le malheur d'être touchés par cette fraude grotesque qui s'étend dans le monde.

Nous n'approuvons pas ces crédits de notre crédit, ni ces présomptions de contrat, nous n'acceptons aucune offre d'occupation militaire illégale et illégale, ni aucune conséquence de ces fraudes; nous n'assumons pas les dettes non consensuelles de ces sociétés municipales et nous ne reconnaissons aucun rôle valable pour leur leadership lié à nos terres, nos sols et nos ressources physiques.

Nous souhaitons que toute présomption d'un intérêt de confiance municipal ou d'un intérêt de confiance territorial en nous et nos biens soit libérée et dissoute; notre gouvernement légal est en session et son temps passé pour que tous les prétendants disparaissent comme la méchante sorcière de l'Ouest, avec un sifflement et une bouffée de fumée, pas une offre d'Armageddon.

Nous souhaitons donc également la fin de toute hypothèse d'intérêt de confiance similaire pour le CORP de l'ONU, ses successeurs ou ses attributions. Nous sommes conscients du don généreux de Jimmy Carter de nos certificats de naissance purlain au FMI et des efforts vénaux ultérieurs pour en tirer profit, cependant, dans ce cas, M. Carter n'était pas propriétaire des esclaves. Les esclaves le possédaient.

Il a vendu, donné ou troqué un intérêt sur des personnes et des biens qui ne lui appartenaient pas, et il a agi en violation flagrante de la confiance et en violation des contrats de service qui lui permettent, ainsi qu'à des hommes comme lui, d'être même ici sur nos côtes.

Quelle partie de la «loi suprême du pays» reste à mal comprendre?

De même, tous les efforts ultérieurs des présidents des sociétés municipales territoriales et appartenant à la ville pour donner notre population à des fins lucratives et nous dénaturer en tant qu'apatrides à gagner, sont nuls pour fraude et de nombreux autres crimes contre l'humanité.

Ainsi, nous revendiquons la propriété de nos propres terres et sols, notre propre intérêt national, notre propre avenir, nos propres actifs et notre identité libérée de toute fausse présomption légale autrement.

Nous ne sommes pas endettés envers ces sociétés; ils nous sont redevables et nous doivent plus que de l'argent. Ils nous doivent du travail et du sang. Ils nous doivent nos fils et nos filles, nos innocents en proie et notre santé qui a été délibérément minée et compromise par leurs folles tentatives de profiter d'eux-mêmes et de gagner un contrôle encore plus coercitif sur les habitants de cette planète.

Nous respectons notre alliance de 1858 avec le peuple russe et n'avons aucune querelle avec le peuple chinois qui a été ciblé pour la conquête économique et culturelle par les mêmes auteurs qui ont constamment diabolisé d'autres nations à des fins lucratives, tout en agissant en fait comme les démons eux-mêmes.

Sinon, comment l'Amérique a-t-elle été diffamée, mise en place et blâmée pour le comportement flagrant et incontrôlé de ces sous-traitants?

Ils nous doivent notre bon nom parmi les nations. Ils nous doivent notre réputation endommagée.

Comment se fait-il que les officiers de cabinet de Turquie puissent dire que "Tout le monde déteste les Américains!" quand les Américains ont été victimes du même fléau de pirates et de vipères importés de Londres et de Rome?

On nous a menti, utilisé, maltraité, dépouillé d'actifs, accablé par des dettes odieuses, échangé comme des marchandises, usurpé l'identité, délibérément démoralisé et abruti dans la tradition de conquête romaine classique par nos propres employés grossièrement mal dirigés. Nous avons été créés en tant que Fall Guys, les boucs émissaires et les détenteurs de dettes du monde par nos propres employés et les auteurs pensent qu'ils peuvent s'en tirer en se cachant derrière le voile d'entreprise?

C'est un principe primordial du droit ecclésiastique et de la juridiction de l'air que le pape a à la fois le droit --- et le devoir --- de liquider ou de disposer d'une autre manière de toute société prise dans des activités illégales. Cette norme a été établie contractuellement et ne peut être annulée par de simples présomptions ou affirmations de légalité.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

5 mai 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #2

Created 30 March 2024 23:36:33 by Bryan

Updated 31 March 2024 00:19:16 by Bryan